

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

25 janvier 2021

Stib

Notre santé, otage des profits capitalistes

A peine lancée, la campagne de vaccination se heurte à un problème bien concret : les laboratoires ne suivent pas la cadence de livraison annoncée. Pour le vaccin AstraZeneca, il semblerait que la Belgique ne va recevoir que 650 000 doses en février au lieu des 1,5 millions promis. Pfizer et Moderna annoncent aussi des chiffres en baisse par rapport à leurs engagements.

Les annonces gouvernementales se veulent rassurantes mais il est visible que tout le calendrier est suspendu au bon vouloir des firmes pharmaceutiques. Au début, il était prévu de réserver des doses pour assurer les secondes injections, puis il a été question de prendre sur ces réserves pour avancer quand même selon le calendrier prévu ; finalement ce sera quelque chose entre les deux et il se pourrait que le délai entre les injections soit allongé, sans que personne ne semble vouloir s'engager sur les conséquences de ce retard sur la fiabilité du vaccin. Tout cela ressemble fortement aux cafouillages de l'an dernier quand les politiciens et les experts expliquaient que les masques n'étaient pas nécessaires, alors qu'il n'y en avait simplement pas...

Les laboratoires pharmaceutiques, eux, n'ont pas autant traîné pour empocher l'agent des commandes. Mais pour construire des lignes de production et embaucher, ils sont nettement moins rapides et efficaces !

L'obstacle auquel se heurte désormais la campagne de vaccination est celui de la concurrence et de la propriété privée. Pfizer et Moderna, les seuls à avoir un vaccin homologué en Europe, n'ont pas les capacités de production suffisantes. De leur côté, Sanofi, Merck ou GSK possèdent des usines, mais ils n'ont pas encore leur propre vaccin. Cela n'a malgré tout pas empêché les pays européens de signer les bons de commande pour des millions de doses de vaccins qui n'existent pas... Alors, pourquoi les labos s'en feraient-ils ?

Le bon sens et l'intérêt collectif voudraient que ces laboratoires travaillent ensemble et qu'ils mettent en commun brevets et moyens de production pour produire au plus vite et massivement les vaccins susceptibles de sauver des vies. Mais, concurrence et profit obligent, Pfizer et Moderna veulent garder le contrôle de la poule aux œufs d'or ; quant à Sanofi, il ne fera que ce que lui dictent ses profits et, pour l'heure, il continue de chercher à mettre au point son propre vaccin.

Les scientifiques ont mené une véritable course contre la montre et ils ont réalisé, en dix mois, ce qui prend habituellement plusieurs années. Maintenant, un

temps précieux va être perdu à cause des calculs de rentabilité des uns et des autres. La propriété privée, la loi du profit et la concurrence sont les causes de ce gâchis.

Les États ont leurs plans de vaccination, mais les multinationales pharmaceutiques ont le dernier mot en fixant leurs prix, leurs délais et leurs volumes. Les gouvernements leur demanderont poliment d'accélérer les cadences, mais en bons défenseurs de la propriété privée, ils s'inclineront devant les choix des labos.

Les labos pharmaceutiques imposent leur diktat en vertu de la sacro-sainte propriété privée. Mais d'où viennent ces capitaux privés sinon de l'exploitation des travailleurs ! Et combien de ces capitaux proviennent du pillage de l'argent public ?

Le domaine de la santé est un de ceux que les États subventionnent le plus. Combien les gouvernements ont-ils dépensé pour aider la recherche sur les vaccins ? Combien ont-ils avancé pour qu'ils soient développés ? Combien de subventions les usines de production encaisseront-elles ? On n'arrive même pas à le savoir parce que toutes ces informations sont tenues secrètes.

Ce qui est exclusivement privé, ce sont les profits et les dividendes. Et cette crise sanitaire est le jackpot pour les labos. On le voit aussi avec les tests PCR : ils sont facturés 46 € en Belgique, 50 € en Allemagne, 30 à 40 € en Espagne... et 73,59 € en France. Pourquoi ces différences ?

En décembre, suite à une bourde, les prix des vaccins avaient été temporairement rendus publics et il a été possible de voir que le coût pour la sécurité sociale serait de 280 millions d'euros. C'est ce que vont empêcher les labos, rien que pour la Belgique et rien que pour cette année.

A un moment ou à un autre, c'est à nous que la facture sera présentée, au plus grand bonheur des labos.

L'opacité des contrats et des prix, la rapacité des trusts pharmaceutiques, les difficultés de production et de livraison illustrent les tares du capitalisme. Il n'y aura rien de collectif et de constructif dans cette société tant que domineront la propriété privée des grands moyens de production, les lois du marché et la concurrence. Il faut les combattre parce qu'elles représentent un incroyable gâchis. Imposer la suppression des brevets et du secret commercial, imposer le contrôle ouvrier sur la production, et l'expropriation des grands groupes capitalistes, c'est une nécessité pour tous !

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Faudra sans doute aller plus loin

La direction a compté des codes 51 aux agents qui ont exercé leur droit de retrait en mai 2020 en réaction à la pandémie de coronavirus. Des centaines de chauffeurs ont pétitionné et collecté de l'argent à l'initiative de délégués syndicaux pour mener une action en justice. La reconnaissance formelle du droit de retrait serait certes un progrès mais c'est la suppression des codes 51 qui ferait du droit de retrait une réalité et pas seulement des mots. Et pour cela, la mobilisation ne peut pas rester suspendue aux agendas des magistrats et des avocats. Il faudra faire campagne pour convaincre les collègues de mener des actions sur le terrain de l'entreprise pour forcer la direction à supprimer les codes 51.

À creuser ...

Il n'y a pas assez de personnel pour faire la paperasserie des factures à envoyer pour les réparations faites par le matériel roulant sur les bus qui sont encore sous garantie. Résultat, ce sont des centaines de milliers d'euros de manque à gagner. La direction est parfaitement au courant mais ne semble pas être dérangée, elle qui chante sur tous les toits qu'il faut faire des économies. Copinage entre patrons ou misérable calcul budgétaire, nous aurions intérêt à mettre notre nez dans la gestion de la direction.

L'horeca à l'agonie, les banques en sourient !

Une récente sortie du patron de la banque Belfius au sujet de l'horeca n'a pas manqué de faire du bruit. Selon lui, la disparition de milliers de cafés et de restaurants serait un bienfait pour l'économie, puisqu'ils ne sont de toute façon pas assez rentables. La déclaration a au moins le mérite de la franchise. Et ce n'est pas l'indignation hypocrite des politiciens qui y changera quelque chose. Pourtant, après la crise de 2008, c'était Belfius qui était au bord de la faillite et elle avait été rapidement secourue à grands renforts d'argent public, sans devoir sacrifier le moindre de ses profits passés. Les salariés de l'horeca apprécieront que celui même que leur argent a sauvé les jette dans la misère le cœur léger. Ainsi marche le système capitaliste....

Fedex... exploite puis licencie

Après s'être épuisés à transporter et charger des colis devenus plus lourds et plus nombreux en raison de l'augmentation de la charge de travail causée par le confinement, les travailleurs de Fedex ont reçu comme remerciement de la part des actionnaires l'annonce du licenciement de 671 d'entre eux. Cette entreprise, qui se porte à merveille, a fait 1,28 milliards de dollars de bénéfices l'an dernier, soit 50 % d'augmentation en un an ! Les carnets de commande sont remplis, mais ça

n'empêche pas les vautours de la direction de s'apprêter à licencier des travailleurs en pleine crise sanitaire, au seul motif qu'elle souhaite rationaliser les services et donc augmenter ses profits ! Il est tout bonnement scandaleux que ces richards se remplissent les poches en nous faisant la peau. Les travailleurs de FedEx ont commencé le combat, courage à eux !

AIP : mépris patronal

Après plus d'une année d'une crise que les travailleurs ont lourdement portée sur leurs épaules, les patrons ont déclaré ne pas vouloir leur accorder plus de 0,4% d'augmentation salariale sur les deux prochaines années. Ces privilégiés, qui ont bénéficié et qui bénéficient toujours du soutien financier indéfectible des gouvernements, qui ont pillé les caisses publiques, s'accrochent à chaque miette de leur profits, au détriment des travailleurs, ceux-là mêmes qui, au prix de leur santé, édifient leurs richesses. Ce mépris finira par leur coûter cher.

Taper encore sur le clou

Au Carrefour de Mont-Saint-Jean, les travailleurs ont arrêté le travail ce 8 janvier pour dénoncer le relâchement de la direction quant au respect des mesures sanitaires. Alors que les chiffres restent mauvais, que de nouvelles souches plus contagieuses du Covid circulent et que les entreprises sont d'importants lieux de contamination, les patrons réduisent les dépenses en matière de sécurité. C'est que la santé des travailleurs coûtent toujours bien trop cher aux yeux de ceux qui préfèrent plutôt soigner leurs profits. Comme au début de l'épidémie, il n'y a qu'en se mobilisant que les travailleurs pourront leur imposer de payer pour de meilleures conditions de travail !

Police multirécidiviste

Les jours passent et les morts causées par la police ne cessent de s'accumuler. Après Mawda, Chovanec et Adil, elle se couvre les mains du sang d'Ibrahima, décédé au commissariat après avoir été arrêté parce qu'il filmait une intervention policière à l'encontre de migrants. Comme d'habitude, une enquête interne est menée dans l'obscurité la plus totale et avec une lenteur calculée. Pendant ce temps, certains policiers, anonymement, lancent des rumeurs scandaleuses à propos du jeune afin de le discréditer pour couvrir leurs crimes racistes.